

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	11-03-2009	2009-1231
	23-03-2009	91503
ENREGISTREMENT		
ARRÊTÉ ROYAL	[]	
MONITEUR BELGE	[]	

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 OCTIES

Séance du vendredi 20 février 2009

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT L'INTERVENTION FINANCIÈRE DE L'EMPLOYEUR DANS LE PRIX DES TRANSPORTS DES TRAVAILLEURS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 19 OCTIES DU 20 FÉVRIER 2009

CONCERNANT L'INTERVENTION FINANCIÈRE DE L'EMPLOYEUR

DANS LE PRIX DES TRANSPORTS DES TRAVAILLEURS

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la convention collective de travail n° 19 ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par les conventions collectives de travail n°s 19 quater du 10 février 1992, 19 quinquies du 22 décembre 1992, 19 sexies du 30 mars 2001 et 19 septies du 31 mai 2007 ;

Vu l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008, conclu pour la période 2009-2010 ;

Considérant que les partenaires sociaux ont convenu, dans ledit accord, de modifier la convention collective de travail n° 19 ter en vue de porter à 75% l'intervention maximale de l'employeur dans l'abonnement de train, tram, métro ou bus (transports en commun publics) au 1er février 2009 et de convertir l'intervention ainsi augmentée en une grille de montants forfaitaires, qui seront applicables pour 2009 et 2010, sans qu'ils ne soient indexés, après quoi une adaptation de ces forfaits sera négociée tous les deux ans ;

Considérant que les partenaires sociaux ont également convenu, dans ledit accord, que les retombées, au niveau des secteurs ou des entreprises, d'une augmentation de l'intervention de l'employeur dans les abonnements de train, tram, métro ou bus sur d'autres modes de transport seront imputées sur l'enveloppe de négociation convue dans ledit accord ;

Considérant que les partenaires sociaux demandent également, dans ledit accord, que les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés soient mis en concordance avec ladite grille ;

Considérant qu'il convient d'exécuter ledit accord en adaptant la convention collective de travail n° 19 ter et en la remplaçant par une nouvelle convention collective de travail n° 19 octies ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 20 février 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE 1er - PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 1er

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail n° 19 ter du 5 mars 1991 remplaçant la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, modifiée par les conventions collectives de travail n°s 19 quartier du 10 février 1992, 19 quinquies du 22 décembre 1992, 19 sexies du 30 mars 2001 et 19 septies du 31 mai 2007.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs qui les occupent.

La présente convention ne s'applique pas aux employeurs et travailleurs relevant d'une commission paritaire où l'intervention dans les frais de transport a déjà été réglée par une convention collective de travail sectorielle, prévoyant des avantages au moins équivalents à ceux qui sont prévus par la présente convention.

Commentaire

Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention.

CHAPITRE III - TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS

Article 3

En ce qui concerne le transport organisé par la Société nationale des Chemins de fer belges, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé est calculée sur la base de la grille de montants forfaitaires reprise ci-dessous :

(km)	Semaine	Carte men-suelle	HHIIII	Annuelle	Railflex
Km	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
distance	Carte train semaine	Carte train mensuelle	Carte train 3 mois	Carte train annuelle	Carte train temps partiel
	Intervention hebdomadaire de l'employeur	Intervention mensuelle de l'employeur	Intervention trimestrielle de l'employeur	Intervention annuelle de l'employeur	Intervention de l'employeur
1	5,50	18,30	52,00	185,00	-
2	6,10	20,50	57,00	204,00	-
3	6,70	22,30	62,00	224,00	7,40
4	7,30	24,40	68,00	243,00	8,60
5	7,90	26,00	74,00	264,00	9,50
6	8,40	28,00	78,00	280,00	10,30
7	8,90	30,00	83,00	297,00	11,00
8	9,40	31,00	88,00	314,00	11,60
9	9,90	33,00	93,00	331,00	12,10
10	10,40	35,00	98,00	348,00	12,60
11	11,00	37,00	103,00	366,00	13,10
12	11,50	38,50	108,00	383,00	13,60
13	12,10	40,00	113,00	402,00	14,20
14	12,60	42,00	118,00	420,00	14,60
15	13,10	43,50	122,00	436,00	15,00
16	13,60	45,00	127,00	455,00	15,50

Les parties signataires s'engagent à négocier tous les deux ans l'adaptation de la grille de montants forfaitaires reprise dans le présent article.

Commentaire

La grille reprise ci-dessus contient les montants forfaitaires qui sont applicables à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, sans qu'ils ne soient indexés. L'adaptation de ces montants forfaitaires sera négociée tous les deux ans.

Les partenaires sociaux demandent que les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés soient mis en concordance avec cette grille.

CHAPITRE IV-TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS AUTRES QUE LES CHEMINS DE FER

Article 4

En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements atteignant 5 km calculés à partir de la halte de départ, est déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

- a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé est calculée sur la base de la grille de montants forfaitaires reprise dans l'article 3, sans toutefois excéder 75 % du prix réel du transport ;
- b) lorsque le prix est fixe quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 71,8 % du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur qui est calculée sur la base de la grille de montants forfaitaires reprise dans l'article 3, pour une distance de 7 km.

CHAPITRE V-TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS COMBINÉS

Article 5

Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public -, l'intervention de l'employeur est calculée sur la base de la grille de montants forfaitaires reprise dans l'article 3.

Article 6

Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit :

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4 a), 4 b) et 5, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

CHAPITRE VI - TRANSPORTS EN COMMUN PUBLICS SUR LE TERRITOIRE D'UN AUTRE ÉTAT MEMBRE

Article 7

Sans préjudice de l'application des articles 3 à 6 pour le trajet effectué au moyen d'un ou plusieurs moyens de transport en commun publics à l'intérieur des frontières belges, lorsque le travailleur utilise un ou plusieurs moyens de transport en commun publics sur le territoire d'un autre État membre, l'intervention de l'employeur dans le prix de ce ou ces moyens de transport pour le transport du domicile jusqu'à la frontière belge est équivalente à celle qui résulterait de l'application des modalités de calcul fixées aux articles 3 à 6 pour une même distance à l'intérieur des frontières belges.

L'intervention est dans tous les cas plafonnée conformément à la grille de montants forfaitaires reprise dans l'article 3, en tenant compte du nombre total de kilomètres en Belgique et à l'étranger entre le domicile et le lieu de travail.

Commentaire

Sans préjudice de l'application de l'article 9, a) et b), il faut interpréter, pour les déplacements transfrontaliers visés à l'article 7, la notion de "domicile" de la même manière que pour les trajets effectués à l'intérieur des frontières belges, c'est-à-dire le lieu d'où le travailleur part habituellement pour se rendre à son lieu de travail.

CHAPITRE VII - ÉPOQUE DE REMBOURSEMENT

Article 8

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs est payée une fois par mois pour les travailleurs ayant un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

CHAPITRE VIII - MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

Article 9

- a) Les travailleurs présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance égale ou supérieure à 5 km, un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail ; en outre, ils précisent, si possible, le kilométrage effectivement parcouru. Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation.

- b) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.

Article 10

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport est payée sur présentation des titres de transport délivrés par la Société nationale des Chemins de fer belges et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

CHAPITRE IX- DISPOSITION PARTICULIÈRE

Article 11

Pour l'application des conventions collectives de travail existantes, conclues au niveau du secteur ou de l'entreprise, qui prévoient une intervention de l'employeur dans le transport privé des travailleurs et qui, pour le calcul de cette intervention, font référence à l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, ou aux conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du Travail concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, cette intervention de l'employeur est fixée jusqu'au 30 juin 2009 sur la base du barème repris en annexe de la présente convention collective de travail, en tenant compte des conditions et modalités déterminées dans les conventions collectives de travail existantes, conclues au niveau du secteur ou de l'entreprise.

Si un autre régime a été convenu avant le 1er juin 2009 au niveau du secteur ou de l'entreprise par convention collective de travail, il s'applique à partir de la date qui y est convenue. Si aucune convention collective de travail de ce type n'a été conclue avant le 1er juin 2009 au niveau du secteur ou de l'entreprise, la convention collective de travail existante, conclue au niveau du secteur ou de l'entreprise, sortira à nouveau son plein effet à partir du 1er juillet 2009.

Commentaire

Cette disposition vise à geler temporairement les retombées, au niveau des secteurs ou des entreprises, d'une augmentation de l'intervention de l'employeur dans les abonnements de train, tram, métro ou bus sur d'autres modes de transport. Cela implique que, jusqu'au 30 juin 2009, sauf accords contraires, l'ancienne grille, basée sur la moyenne de 60 % et adaptée aux niveaux tarifs à partir du 1er février 2009 (annexe), reste d'application.

Pour les secteurs et entreprises qui se basent, pour les autres modes de transport, sur la grille basée sur la moyenne de 60 %, l'indexation annuelle de ladite grille n'est pas considérée comme une retombée à imputer sur l'enveloppe de négociation.

À défaut d'accords modificatifs avant le 1er juin 2009, les régimes existants sortent à nouveau leur plein effet à partir du 1er juillet 2009 et leurs retombées doivent être imputées sur l'enveloppe de négociation convenue dans l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008.

Les secteurs et entreprises qui prévoient une intervention de l'employeur dans le transport privé des travailleurs mais qui ne font pas référence dans leurs conventions collectives de travail, pour le calcul de cette intervention, aux conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du Travail concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ou aux arrêtés royaux pris en exécution de ladite loi du 27 juillet 1962, peuvent continuer à appliquer ces conventions collectives de travail.

CHAPITRE X- DURÉE, RÉVISION ET DÉNONCIATION

Article 12

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets le 1er février 2009.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt février deux mille neuf.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

P. TIMMERMANS

Pour les Organisations des Classes moyennes

Ch. ISTASSE

Pour "De Boerenbond", la Fédération wallonne de l'Agriculture

C. BOTTERMAN

Pour la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

M. LEEMANS

Annexe de la CCT n° 19 octies (article 11)

(km)	Semaine	Carte men-suelle	WEEËJE		Annuelle	Railflex
			Km	EUR	EUR	EUR
UISt3nC6	Carte train semaine	Carte train mensuelle	Carte train 3 mois	Carte train annuelle	Carte train temps partiel	Carte train intervention de l'employeur
	Intervention hebdomadaire de l'employeur	Intervention mensuelle de l'employeur	Intervention trimestrielle de l'employeur	Intervention annuelle de l'employeur		
1	4,30	14,30	40,50	144,00	-	
2	4,80	16,00	45,00	159,00	-	
3	5,30	17,40	48,50	175,00	5,80	
4	5,70	19,00	53,00	190,00	6,70	
5	6,20	20,40	58,00	206,00	7,40	
6	6,60	21,80	61,00	218,00	8,00	
7	6,90	23,20	65,00	232,00	8,60	
8	7,30	24,40	68,00	245,00	9,00	
9	7,70	26,00	72,00	258,00	9,40	
10	8,10	27,00	76,00	271,00	9,80	
11	8,60	29,00	80,00	286,00	10,30	
12	9,00	30,00	84,00	299,00	10,60	
13	9,40	31,00	88,00	315,00	11,10	
14	9,80	33,00	92,00	328,00	11,40	
15	10,20	34,00	95,00	341,00	11,80	
16	10,70	35,50	100,00	356,00	12,10	
17	11,10	37,00	103,00	369,00	12,50	
18	11,50	38,00	107,00	383,00	12,80	
19	12,00	40,00	112,00	398,00	13,20	
20	12,40	41,00	115,00	411,00	13,60	
21	12,80	42,50	119,00	424,00	13,90	
22	13,20	44,00	123,00	439,00	14,30	
23	13,70	45,50	127,00	454,00	14,70	
24	14,10	46,50	131,00	468,00	15,00	
25	14,40	48,50	135,00	482,00	15,30	
26	15,00	49,50	139,00	497,00	15,90	
27	15,30	51,00	143,00	510,00	16,20	
28	15,60	53,00	147,00	524,00	16,50	
29	16,20	54,00	150,00	538,00	16,80	
30	16,50	55,00	154,00	551,00	17,10	
31	- 33	17,20	58,00	162,00	577,00	17,80
34	- 36	18,60	62,00	173,00	619,00	19,20
37	- 39	19,70	66,00	185,00	659,00	20,30
40	- 42	21,00	70,00	196,00	700,00	21,60
43	- 45	22,20	74,00	208,00	743,00	22,80
46	- 48	23,60	78,00	219,00	783,00	23,90
49	- 51	24,70	83,00	231,00	825,00	25,50
52	- 54	25,50	86,00	239,00	854,00	26,50
55	- 57	26,50	88,00	246,00	880,00	27,50
58	- 60	27,50	91,00	255,00	911,00	28,50
61	- 65	28,50	94,00	265,00	945,00	29,50
66	- 70	30,00	99,00	278,00	993,00	31,50

71	-	75	31,00	104,00	291,00	1038,00	33,50
76	-	80	33,00	108,00	303,00	1083,00	34,50
81	-	85	34,00	113,00	317,00	1131,00	36,50
86	-	90	35,50	118,00	330,00	1177,00	38,00
91	-	95	37,00	122,00	343,00	1226,00	39,50
96	-	100	38,00	127,00	355,00	1269,00	41,50
101	-	105	39,50	132,00	369,00	1317,00	43,00
106	-	110	41,00	137,00	382,00	1365,00	44,00
111	-	115	42,50	141,00	395,00	1410,00	45,50
116	-	120	44,00	146,00	409,00	1462,00	47,00
121	-	125	45,00	150,00	422,00	1505,00	49,00
126	-	130	46,50	155,00	435,00	1552,00	50,00
131	-	135	48,00	160,00	448,00	1601,00	52,00
136	-	140	49,00	165,00	461,00	1645,00	52,00
141	-	145	51,00	169,00	473,00	1689,00	54,00
146	-	150	53,00	175,00	491,00	1754,00	56,00
151	-	155	53,00	178,00	498,00	1781,00	-
156	-	160	55,00	182,00	511,00	1825,00	-
161	-	165	56,00	187,00	524,00	1869,00	-
166	-	170	57,00	191,00	536,00	1914,00	-
171	-	175	59,00	196,00	548,00	1958,00	-
176	-	180	60,00	201,00	561,00	2002,00	-
181	-	185	62,00	204,00	573,00	2047,00	-
186	-	190	63,00	209,00	585,00	2091,00	-
191	-	195	64,00	214,00	598,00	2135,00	-
196	-	200	66,00	218,00	610,00	2180,00	-

Également valable pour le calcul du prix des cartes train combinées SNCB/IEC.

La distance totale ne peut être inférieure à 3 km.

Distances SNCB limitées à 150 km.

NEERLEGGING REGISTRATIE	DATUM	NUMMER
	11-03-2009	2009-1231
	23-03-2009	91503

KONINKLJK BESLUIT |

BELGISCH STAATSBALAD |

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 OCTIES

Zitting van vrijdag 20 februari 2009

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS IN DE PRIJS VAN HET VERVOER VAN DE WERKNEMERS

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 19 OCTIES VAN 20 FEBRUARI 2009

BETREFFENDE DE FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS IN

DE PRIJS VAN HET VERVOER VAN DE WERKNEMERS

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter van 5 maart 1991 tōt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 19 quater van 10 februari 1992, nr. 19 quinquies van 22 december 1992, nr. 19 sexies van 30 maart 2001 en nr. 19 septies van 31 mei 2007;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008, gesloten voor de période 2009-2010;

Overwegende dat de sociale partners in genoemd akkoord overeengekomen zijn om collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter te wijzigen om de maximale tussenkomst door de werkgever in een trein-, tram-, métro- of busabonnement (gemeenschappelijk openbaar vervoer) op 1 februari 2009 te verhogen tot 75% en om de aldus verhoogde tussenkomst om te zetten in een tabel met forfaitaire bedragen, die zullen gelden voor 2009 en 2010, zonder dat ze geïndexeerd worden, waarna er tweejaarlijks zal worden onderhandeld over een aanpassing van deze forfaits;

Overwegende dat de sociale partners in dit akkoord ook overeengekomen zijn dat overloopeffecten op sector- of bedrijfsniveau van een verhoging van de tussenkomst van de werkgever in trein-, tram-, métro- of busabonnementen naar andere vervoerswijzen toe, op de in dit akkoord afgesproken onderhandelingsenvoloppe zullen aangerekend worden;

Overwegende dat de sociale partners in dit akkoord ook vragen dat de koninklijke besluiten, genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienenden, met genoemde tabel in overeenstemming worden gebracht.

Overwegende dat aan dit akkoord uitvoering gegeven moet worden door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 ter aan te passen en te vervangen door een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies;

Hebben de navolgende interprofessionele organisâmes van werkgevers en werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen;
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979;
- de Boerenbond;
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture";
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;

- het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België;

op 20 februari 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt voor-noemde collectieve arbeidsovereenkomst nr.19 ter van 5 maart 1991 töt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 26 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 19 quater van 10 februari 1992, nr. 19 quinquies van 22 december 1992, nr. 19 sexies van 30 maart 2001 en nr. 19 septies van 31 mei 2007.

HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 2

De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

Deze overeenkomst is niet van toepassing op de werkgevers en werknemers die afhangen van een paritair comité waar de tussenkomst in de vervoerkosten reeds door een sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst werd geregeld, in zoverre deze overeenkomsten ten minste in evenwaardige voordelen voorzien als deze die worden toegekend door onderhavige overeenkomst.

c.a.o. nr. 19 octies

Commentaar

Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer van de werknemers betreft, een oplossing te worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van onderhavige overeenkomst.

HOOFDSTUK III - GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER

Artikel 3

Wat het door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen georganiseerde vervoer betreft, wordt de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van de onderstaande tabel met forfaitaire bedragen:

(km)	Week	maandkaart	3 maanden	jaarlijks	Railflex
Km	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Afstand	Wekelijkse bijdrage van de werkgever	Maandtreinkaart Wekelijkse bijdrage van de werkgever	Treinkaart geldig voor 3 maanden Maandelijkse bijdrage van de werkgever	Treinkaart geldig voor een jaar Jaarlijkse bijdrage van de werkge- ver	Treinkaart geldig voor deeltijds werkenden Bijdrage van de werkgever
1	5,50	18,30	52,00	185,00	-
2	6,10	20,50	57,00	204,00	-
3	6,70	22,30	62,00	224,00	7,40
4	7,30	24,40	68,00	243,00	8,60
5	7,90	26,00	74,00	264,00	9,50
6	8,40	28,00	78,00	280,00	10,30
7	8,90	30,00	83,00	297,00	11,00
8	9,40	31,00	88,00	314,00	11,60
9	9,90	33,00	93,00	331,00	12,10
10	10,40	35,00	98,00	348,00	12,60
11	11,00	37,00	103,00	366,00	13,10
12	11,50	38,50	108,00	383,00	13,60
13	12,10	40,00	113,00	402,00	14,20
14	12,60	42,00	118,00	420,00	14,60
15	13,10	43,50	122,00	436,00	15,00
16	13,60	45,00	127,00	455,00	15,50

17		14,10	47,50	132,00	472,00	15,90
18		14,60	49,00	137,00	489,00	16,40
19		15,30	51,00	142,00	507,00	16,90
20		15,80	53,00	147,00	524,00	17,30
21		16,30	54,00	152,00	542,00	17,70
22		16,80	56,00	157,00	560,00	18,20
23		17,40	58,00	162,00	579,00	18,70
24		17,90	59,00	167,00	596,00	19,10
25		18,40	62,00	172,00	614,00	19,50
26		19,10	63,00	177,00	632,00	20,20
27		19,50	65,00	182,00	650,00	20,60
28		19,90	67,00	187,00	667,00	21,00
29		20,60	68,00	191,00	684,00	21,30
30		21,00	70,00	197,00	701,00	21,70
31	-	33	21,80	73,00	206,00	22,60
34	-	36	23,30	78,00	218,00	24,10
37	-	39	24,40	82,00	229,00	25,00
40	-	42	26,00	87,00	244,00	27,00
43	-	45	27,50	91,00	256,00	28,00
46	-	48	29,00	96,00	268,00	29,00
49	-	51	30,00	101,00	282,00	31,00
52	-	54	31,50	104,00	291,00	32,00
55	-	57	32,00	107,00	299,00	33,00
58	-	60	33,50	111,00	310,00	34,50
61	-	65	34,50	115,00	322,00	36,00
66	-	70	36,00	120,00	336,00	38,00
71	-	75	38,00	126,00	354,00	40,50
76	-	80	40,00	132,00	368,00	42,00
81	-	85	41,50	137,00	383,00	44,50
86	-	90	43,00	143,00	400,00	46,00
91	-	95	44,50	148,00	415,00	47,50
96	-	100	46,00	153,00	430,00	50,00
101	-	105	48,00	160,00	447,00	52,00
106	-	110	49,50	165,00	462,00	53,00
111	-	115	51,00	171,00	477,00	55,00
116	-	120	53,00	177,00	493,00	57,00
121	-	125	54,00	181,00	509,00	59,00
126	-	130	56,00	187,00	524,00	61,00
131	-	135	58,00	192,00	538,00	62,00
136	-	140	59,00	198,00	553,00	63,00
141	-	145	61,00	203,00	568,00	65,00
146	-	150	63,00	211,00	592,00	67,00
151	-	155	64,00	214,00	601,00	-
156	-	160	66,00	220,00	615,00	2146,00
161	-	165	67,00	225,00	631,00	2199,00
166	-	170	69,00	231,00	646,00	2252,00
171	-	175	71,00	236,00	661,00	2306,00
176	-	180	73,00	242,00	676,00	2359,00
181	-	185	74,00	246,00	691,00	2412,00
186	-	190	76,00	253,00	708,00	2466,00
191	-	195	78,00	258,00	723,00	2529,00
196	-	200	79,00	264,00	738,00	2583,00
						2637,00

Eveneens geldig voor de berekening van de prijs voor treinkaarten in gemengd verkeer
 NMBS / TEC . De totale afstand mag niet hooger zijn dan 3 km.
 Afstanden NMBS beperkt tot 150 km.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om tweejaarlijks over de aanpassing van de in dit artikel opgenomen tabel met forfaitaire bedragen te onderhandelen.

Commentaar

Bovenstaande tabel omvat de forfaitaire bedragen, die gelden vanaf de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zonder dat ze geïndexeerd worden. Over de aanpassing van deze forfaitaire bedragen zal tweejaarlijks onderhandeld worden.

De sociale partners vragen dat de koninklijke besluiten, genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tôt vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, met deze tabel in overeenstemming worden gebracht.

HOOFDSTUK IV - GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER, MET UITZONDERING VAN HET TREINVERVOER

Artikel 4

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, wordt de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld volgens de hierna vastgestelde modaliteiten:

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tôt de afstand staat, wordt de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van de in artikel 3 opgenomen tabel met forfaitaire bedragen, zonder evenwel 75% van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden;
- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 71,8% van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst berekend op basis van de in artikel 3 opgenomen tabel met forfaitaire bedragen voor een afstand van 7 km te overschrijden.

HOOFDSTUK V - GECOMBINEERD GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER

Artikel 5

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - wordt de bijdrage van de werkgever berekend op basis van de in artikel 3 opgenomen tabel met forfaitaire bedragen.

Artikel 6

In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend :

nadat met betrekking tôt elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

HOOFDSTUK VI - GEMEENSCHAPPELIJK OPENBAAR VERVOER OP HET GRONDGE- BIED VAN EEN ANDERE LIDSTAAT

Artikel 7

Onverminderd de toepassing van de artikelen 3 tôt 6 voor het traject dat wordt afgelegd met een of meer gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen binnen de Belgische landsgrenzen, is, wanneer de werknemer gebruikmaakt van een of meer openbaar vervoermiddelen op het grondgebied van een andere lidstaat, de bijdrage van de werkgever in de prijs van dit vervoermiddel of die vervoermiddelen voor het vervoer van de woonplaats tôt de Belgische grens gelijkwaardig aan de bijdrage die het resultaat zou zijn van de toepassing van de in artikelen 3 tôt 6 vastgestelde berekeningswijze voor eenzelfde afstand binnen de Belgische landsgrenzen.

De bijdrage is in alle gevallen begrensd overeenkomstig de in artikel 3 opgenomen tabel met forfaitaire bedragen, rekening houdend met het totale aantal kilometers in België en het buitenland tussen de woonplaats en de plaats van tewerkstelling.

Commentaar

Onverminderd de toepassing van artikel 9, a en b, dient voor de grensoverschrijdende verplaatsingen, bedoeld bij artikel 7, de notie "woonplaats" te worden geïnterpreteerd op dezelfde wijze als voor de trajecten aangelegd binnen de Belgische landsgrenzen, dat wil zeggen de plaats van waaruit de werknemer gewoonlijk vertrekt om zich naar zijn plaats van tewerkstelling te begeven.

HOOFDSTUK VII - TERUGBETALINGSTIJDSTIP

Artikel 8

De bijdrage van de werkgevers in de door de werknemers gedragen vervoerkosten wordt maandelijks betaald, voor de werknemer met een maandabonnement of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

HOOFDSTUK VIII - MODALITEITEN VAN TERUGBETALING

Artikel 9

- a) De werknemers leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand gelijk aan of hoger dan 5 km een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven; bovendien preciseren zij, indien mogelijk, het aantal effectief gereden kilometers. Zij zullen ervoor zorgen iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd mede te delen.
- b) De werkgevers mogen op elk ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.

Artikel 10

De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten wordt betaald op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de N.M.B.S. en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

HOOFDSTUK IX - BIJZONDERE BEPALING

ArtikelU

Voor de toepassing van bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten op sector- of ondernemingsniveau, die voorzien in een werkgeverstussenkomst in het private vervoer van de werknemers en die voor de berekening van die tussenkomst verwijzen naar het uitvoeringsbesluit van de wet van 27 juli 1962 tôt vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werkieden en bedienden of naar de in de Nationale arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in het vervoer van de werknemers, wordt die werkgeverstussenkomst tôt 30 juni 2009 vastgesteld op basis van het als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst opgenomen barema, rekening houdend met de in de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten op sector- of ondernemingsniveau bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Indien vôôr 1 juni 2009 bij collectieve arbeidsovereenkomst een andere regeling is overeengekomen op sector- of ondernemingsniveau, geldt die vanaf de daarin overeengekomen datum. Indien vôôr 1 juni 2009 geen dergelijke arbeidsovereenkomst is overeengekomen op sector- of ondernemingsniveau dan zal de bestaande collectieve arbeidsovereenkomst op sector- of ondernemingsniveau opnieuw volledige uitwerking krijgen vanaf 1 juli 2009.

Commentaar

Deze bepaling beoogt de overloopeffecten op sector- of bedrijfsniveau van de verhoging van de tussenkomst van de werkgever in trein-, tram-, métro- of bus-abonnementen naar andere vervoerswijzen toe, tijdelijk buiten werking te stellen. Dit houdt in dat tôt 30 juni 2009, behoudens andersluidende afspraken, de vroegere tabel op basis van het gemiddelde van 60%, aangepast aan de nieuwe tarieven vanaf 1 februari 2009 (bijlage) blijft gelden.

Ten behoeve van de sectoren en bedrijven die zich voor de andere vervoerswijzen baseren op de tabel aan gemiddeld 60 %, wordt de jaarlijkse indexering van voornoemde tabel niet beschouwd als op de onderhandelingsenveloppe aan te rekenen overloopeffect.

Bij ontstentenis van wijzigende afspraken vóór 1 juni 2009, herne-
men de bestaande regelingen hun volledige uitwerking vanaf 1 juli 2009 en dient het over-
loopeffect ervan aangerekend te worden op de in het interprofessioneel akkoord van 22 de-
cember 2008 afgesproken onderhandelingsenveloppe.

De sectoren en ondernemingen die voorzien in een werkgevers-
tussenkomst in het private vervoer van de werknemers maar die voor de berekening van
deze tussenkomst in hun collectieve arbeidsovereenkomsten niet verwijzen naar de in de
Nationale arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de financiële
bijdrage van de werkgevers in het vervoer van de werknemers of naar de koninklijke beslui-
ten, genomen in uitvoering van de voornoemde wet van 27 juli 1962, kunnen die collectieve
arbeidsovereenkomsten blijven toepassen.

HOOFDSTUK X - DUUR, HERZIENING EN OPZEGGING

Artikel 12

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur. Zij heeft
uitwerking met ingang van 1 februari 2009.

Zij zal op verzoek van de meest gerede ondertekende partij
kunnen herzien of opgezegd worden, met een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen aangeven en aamendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties gaan de verbintenis aan deze, binnen de termijn van één maand na ontvangst, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op twintig februari tweeduizend en negen.

Voor het Verbond van Belaische Ondernemingen

P. TIMMERMANS

Voor de Middenstandsoraanisaties

Ch. ISTASSE

Voor de Boerenbond, "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

C. BOTTERMAN

Voor het Alaemeen Christeliik Vakverbond van België

M. LEEMANS

Bijlage bij de CAO nr. 19 octies (artikel 11)

(km)	Week	maandkaart	3maanden	jaarlijks	Railflex
Km	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Afeland	Wekelijkse bijdrage van de werkgever	Maandtreinkaart bijdrage van de werkgever	Treinmaaltijdig geldig voor 3 maanden bijdrage van de werkgever	Treinkaart gel- dig voor eer- jaar bijdrage van de werkgever	Treinkaart voor deeltijds wer- kenden bijdrage van de werkgever
1	4,30	14,30	40,50	144,00	-
2	4,80	16,00	45,00	159,00	-
3	5,30	17,40	48,50	175,00	5,80
4	5,70	19,00	53,00	190,00	6,70
5	6,20	20,40	58,00	206,00	7,40
6	6,60	21,80	61,00	218,00	8,00
7	6,90	23,20	65,00	232,00	8,60
8	7,30	24,40	68,00	245,00	9,00
9	7,70	26,00	72,00	258,00	9,40
10	8,10	27,00	76,00	271,00	9,80
11	8,60	29,00	80,00	286,00	10,30
12	9,00	30,00	84,00	299,00	10,60
13	9,40	31,00	88,00	315,00	11,10
14	9,80	33,00	92,00	328,00	11,40
15	10,20	34,00	95,00	341,00	11,80
16	10,70	35,50	100,00	356,00	12,10
17	11,10	37,00	103,00	369,00	12,50
18	11,50	38,00	107,00	383,00	12,80
19	12,00	40,00	112,00	398,00	13,20
20	12,40	41,00	115,00	411,00	13,60
21	12,80	42,50	119,00	424,00	13,90
22	13,20	44,00	123,00	439,00	14,30
23	13,70	45,50	127,00	454,00	14,70
24	14,10	46,50	131,00	468,00	15,00
25	14,40	48,50	135,00	482,00	15,30
26	15,00	49,50	139,00	497,00	15,90
27	15,30	51,00	143,00	510,00	16,20
28	15,60	53,00	147,00	524,00	16,50
29	16,20	54,00	150,00	538,00	16,80
30	16,50	55,00	154,00	551,00	17,10
31	- 33	17,20	58,00	162,00	577,00
34	- 36	18,60	62,00	173,00	619,00
37	- 39	19,70	66,00	185,00	659,00
40	- 42	21,00	70,00	196,00	700,00
43	- 45	22,20	74,00	208,00	743,00
46	- 48	23,60	78,00	219,00	783,00
49	- 51	24,70	83,00	231,00	825,00
52	- 54	25,50	86,00	239,00	854,00
55	- 57	26,50	88,00	246,00	880,00
58	- 60	27,50	91,00	255,00	911,00
61	- 65	28,50	94,00	265,00	945,00
66	- 70	30,00	99,00	278,00	993,00
					31,50

71	-	75	31,00	104,00	291,00	1038,00	33,50
76	-	80	33,00	108,00	303,00	1083,00	34,50
81	-	85	34,00	113,00	317,00	1131,00	36,50
86	-	90	35,50	118,00	330,00	1177,00	38,00
91	-	95	37,00	122,00	343,00	1226,00	39,50
96	-	100	38,00	127,00	355,00	1269,00	41,50
101	-	105	39,50	132,00	369,00	1317,00	43,00
106	-	110	41,00	137,00	382,00	1365,00	44,00
111	-	115	42,50	141,00	395,00	1410,00	45,50
116	-	120	44,00	146,00	409,00	1462,00	47,00
121	-	125	45,00	150,00	422,00	1505,00	49,00
126	-	130	46,50	155,00	435,00	1552,00	50,00
131	-	135	48,00	160,00	448,00	1601,00	52,00
136	-	140	49,00	165,00	461,00	1645,00	52,00
141	-	145	51,00	169,00	473,00	1689,00	54,00
146	-	150	53,00	175,00	491,00	1754,00	56,00
151	-	155	53,00	178,00	498,00	1781,00	-
156	-	160	55,00	182,00	511,00	1825,00	-
161	-	165	56,00	187,00	524,00	1869,00	-
166	-	170	57,00	191,00	536,00	1914,00	-
171	-	175	59,00	196,00	548,00	1958,00	-
176	-	180	60,00	201,00	561,00	2002,00	-
181	-	185	62,00	204,00	573,00	2047,00	-
186	-	190	63,00	209,00	585,00	2091,00	-
191	-	195	64,00	214,00	598,00	2135,00	-
196	-	200	66,00	218,00	610,00	2180,00	-

Eveneens geldig voor de berekening van de prijs voor treinkaarten in gemengd verkeer NMBS/TEC.

De totale afstand mag niet korter zijn dan 3 km.

Afstanden NMBS beperkt tot 150 km.